**MAIRIE
DE
SOUPROSSE**

**COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
du 22 Février 2016 à 19 H 30**

Convocation du 15 Février 2016

L'an deux mil seize et le vingt-deux février à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian DUCOS, Maire.

Présents : M. DUCOS Christian – Mme LAPEYRE Colette – M. JUSTES Christian – Mme DUFAU Sylvie – M. GUEHEL Dominique – Mmes CARRERE Françoise – RASOAMAHARO Marlène – M. DUPOUY Philippe – Mme ROQUES Laurence – M. TAUZIA Philippe – Mme DUBOS Lydie - M. DARRIEUTORT Thierry - Mme DOUSSAN Béatrice– MM. COMET Xavier – LABARTHE Jérôme.

Secrétaire de séance : Mme DUBOS Lydie

ORDRE DU JOUR

Intervention de M. Patrice SENNOU, gérant bureau d'études INSULAPLACE sur un nouveau concept d'habitat

Approbation du procès-verbal de la séance du 21 Décembre 2015

Délibérations :

- VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2015 COMMUNE DE SOUPROSSE
- EXAMEN ET VOTE DU COMPTE DE GESTION 2015 DU TRESORIER - COMMUNE
- AFFECTATION DES RESULTATS 2015 - COMMUNE
- VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2015 LOTISSEMENT LES TERRASSES DE L'ADOUR
- EXAMEN ET VOTE DU COMPTE DE GESTION 2015 DU TRESORIER – LOTISSEMENT LES TERRASSES DE L'ADOUR
- VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2015 – SERVICE IRRIGATION
- EXAMEN ET VOTE DU COMPTE DE GESTION 2015 DU TRESORIER – SERVICE IRRIGATION
- AFFECTATION DES RESULTATS 2015 – SERVICE IRRIGATION
- RESEAU COMMUNAL D'IRRIGATION : PROPOSITION AUGMENTATION DROITS DE POMPAGE
- LOTISSEMENT COMMUNAL LES TERRASSES DE L'ADOUR : VENTE DU LOT N°23 A MADAME CRIADO
- LOTISSEMENT COMMUNAL LES TERRASSES DE L'ADOUR : VENTE DU LOT N°27 A MONSIEUR DESSIS ET MADAME PADILLA
- REVISION LOYER CABINET MEDICAL DOCTEUR HAUWELLE
- SUBVENTION A L'ECOLE PRIMAIRE DE SOUPROSSE POUR UNE SORTIE SUR LE THEME « DECOUVERTE DU MILIEU ET PASTORALISME »

- FACTURATION DIVERS TRAVAUX
- DISSOLUTION DU CENTRE COMMUNAL D’ACTION SOCIALE ET CREATION D’UN COMITE CONSULTATIF EN CHARGE DE L’ACTION SOCIALE
- AGENDA D’ACCESSIBILITE PROGRAMMEE : ADHESION A LA CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES - ACQUISITION DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES D’ELABORATION DES AGENDAS D’ACCESSIBILITE PROGRAMMEE (AD’AP) POUR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS DU DEPARTEMENT DES LANDES
- ADHESION AUX SERVICES DE LA CELLULE ACCESSIBILITE DU CDG 40 – AIDE PROCEDURE AD’AP
- CONVENTION CONSTITUTIVE D’UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNE DE SOUPROSSE, LA COMMUNAUTE DES COMMUNES DU PAYS TARUSATE ET DES COMMUNES DU PAYS TARUSATE EN VUE DE LA PASSATION D’UN MARCHE DE FOURNITURES A BONS DE COMMANDE COMPORTANT UN BUIDGET MINI ET MAXI SELON LA PROCEDURE ADAPTEE POUR LA FOURNITURE DE SACS POUBELLE
- INDEMNITE DE FONCTION DU MAIRE ET DES ADJOINTS

Informations diverses

Un nouveau concept d’habitat : l’Habitat RSE

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Patrice SENNOU gérant du bureau d’études INSULAPLACE et auparavant architecte libéral.

Son projet établi en collaboration avec M. Jean Michel GRATIANNE et Mme Brigitte ITHURBIDE repose essentiellement sur un nouveau concept d’habitat : l’Habitat raisonné social économique ou Habitat RSE, qui évolue selon la vie sociale de l’accédant à la propriété et qui préserve son pouvoir d’achat, tout en alliant développement durable, accessibilité et maîtrise des coûts énergétiques.

L’idée de départ est basée sur un scénario de vie classique : couple avec un enfant désirant acheter un prototype de maison dit « Cellule de base » ; puis au vu de l’évolution de la vie du couple et de son pouvoir d’achat, il pourra envisager de louer des PLUGS , c’est-à-dire des pièces supplémentaires.

Les porteurs de ce concept cherchent actuellement des partenariats avec des professionnels locaux de l’habitat et des collectivités territoriales. Monsieur SENNOU sollicite donc auprès de notre conseil municipal un partenariat sous forme de convention pour la mise à disposition de terrains au lotissement Les Terrasses de l’Adour afin de réaliser des maisons témoin.

Pour l’instant la société est en cours de création sur le département des Landes.

Le Conseil municipal donne son accord sur le principe de réservation de quelques lots destinés à l’habitat RSE sans engagement financier d’une part et sous réserve de reprendre les terrains pour la vente à de futurs acquéreurs non adhérents au projet d’autre part.

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 21 DECEMBRE 2015
--

Approbation à l’unanimité

VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2015 COMMUNE DE SOUPROSSE

Le Conseil Municipal, (Monsieur le Maire ne prend pas part au vote) réuni sous la présidence de Mme Colette LAPEYRE adjointe au Maire,

Vote le Compte Administratif de l'exercice 2015 - Commune, et arrête ainsi les comptes :

Investissement

Dépenses	Prévu :	443 367,36
	Réalisé :	359 733,24
	Reste à réaliser :	70 260,00

Recettes	Prévu :	454 167,36
	Réalisé :	310 476,89
	Reste à réaliser :	42 704,00

Fonctionnement

Dépenses	Prévu :	1 332 946,36
	Réalisé :	773 084,26
	Reste à réaliser :	0,00

Recettes	Prévu :	1 332 946,36
	Réalisé :	1 504 606,91
	Reste à réaliser :	0,00

Résultat de clôture de l'exercice :

Investissement :	- 49 256,35
Fonctionnement :	731 522,65
Résultat global :	682 266,30

EXAMEN ET VOTE DU COMPTE DE GESTION 2015 DU TRESORIER - COMMUNE
--

Le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que le compte de gestion est établi par le Trésorier à la clôture de l'exercice.

Le Maire le vise et certifie que le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme à ses écritures.

Le compte de gestion est ensuite soumis au vote du Conseil Municipal en même temps que le compte administratif.

Vu le rapport,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vote le compte de gestion 2015 du trésorier pour la Commune, après en avoir examiné les opérations qui y sont retracées et les résultats de l'exercice.

AFFECTATION DES RESULTATS 2015 - COMMUNE

Le Conseil Municipal, après avoir approuvé le compte administratif du budget Commune de l'exercice 2015,

Considérant qu'il y a lieu de prévoir l'équilibre budgétaire,

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2015

Constatant que le compte administratif fait apparaître :

- un excédent de fonctionnement de :	218 536,12
- un excédent reporté de :	512 986,53
Soit un excédent de fonctionnement cumulé de :	731 522,65
- un déficit d'investissement de :	49 256,35
- un déficit des restes à réaliser de :	27 556,00
Soit un besoin de financement de :	76 812,35

DÉCIDE d'affecter le résultat d'exploitation de l'exercice 2015 comme suit :

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AU 31/12/2015 : EXCÉDENT	731 522,65
AFFECTATION COMPLÉMENTAIRE EN RÉSERVE (1068)	76 812,35
RÉSULTAT REPORTÉ EN FONCTIONNEMENT (002)	654 710,30
RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ (001) : DÉFICIT	49 256,35

VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2015 LOTISSEMENT LES TERRASSES DE L'ADOUR

Le Conseil Municipal, (Monsieur le Maire ne prend pas part au vote), réuni sous la présidence de Mme Colette LAPEYRE

Vote le Compte Administratif de l'exercice 2015 du budget Lotissement Les Terrasses de l'Adour et arrête ainsi les comptes :

Investissement

Dépenses	Prévu :	526 649,85
	Réalisé :	325 184,38
	Reste à réaliser :	0,00
Recettes	Prévu :	526 649,85
	Réalisé :	243 021,00
	Reste à réaliser :	0,00

Fonctionnement

Dépenses	Prévu :	422 129,85
	Réalisé :	299 933,85
	Reste à réaliser :	0,00
Recettes	Prévu :	422 129,85
	Réalisé :	299 933,85
	Reste à réaliser :	0,00

Résultat de clôture de l'exercice :

Investissement :	- 82 163,38
Fonctionnement :	0,00
Résultat global :	- 82 163,38

EXAMEN ET VOTE DU COMPTE DE GESTION 2015 DU TRESORIER – LOTISSEMENT LES TERRASSES DE L'ADOUR

Le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que le compte de gestion est établi par le Trésorier à la clôture de l'exercice.

Le Maire le vise et certifie que le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme à ses écritures.

Le compte de gestion est ensuite soumis au vote du Conseil Municipal en même temps que le compte administratif.

**Vu le rapport,
Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,**

Vote le compte de gestion 2015 du trésorier – Lotissement les Terrasses de l'Adour,
après en avoir examiné les opérations qui y sont retracées et les résultats de l'exercice.

VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2015 – SERVICE IRRIGATION

Le Conseil Municipal, (Monsieur le Maire ne prend pas part au vote)

Vote le Compte Administratif de l'exercice 2015 du service irrigation et arrête ainsi les comptes :

Investissement

Dépenses	Prévu :	116 827,00
	Réalisé :	89 153,54
	Reste à réaliser :	27 670,00
Recettes	Prévu :	116 827,00

Réalisé :	81 802,97
Reste à réaliser :	13 720,00

Fonctionnement

Dépenses	Prévu :	254 515,00
	Réalisé :	214 438,95
	Reste à réaliser :	0,00

Recettes	Prévu :	254 515,00
	Réalisé :	284 926,01
	Reste à réaliser :	0,00

Résultat de clôture de l'exercice :

Investissement :	- 7 350,57
Fonctionnement :	70 487,06
Résultat global :	63 136,49

EXAMEN ET VOTE DU COMPTE DE GESTION 2015 DU TRESORIER – SERVICE IRRIGATION

Le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que le compte de gestion est établi par le Trésorier à la clôture de l'exercice.

Le Maire le vise et certifie que le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme à ses écritures.

Le compte de gestion est ensuite soumis au vote du Conseil Municipal en même temps que le compte administratif.

**Vu le rapport,
Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,**

Vote le compte de gestion 2015 du trésorier – service irrigation, après en avoir examiné les opérations qui y sont retracées et les résultats de l'exercice.

AFFECTATION DES RESULTATS 2015 – SERVICE IRRIGATION

Le Conseil Municipal, après avoir approuvé le compte administratif – irrigation de l'exercice 2015

Considérant qu'il y a lieu de prévoir l'équilibre budgétaire,

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2015 du service irrigation,

Constatant que le compte administratif fait apparaître :

- un excédent de fonctionnement de :	26 829,33
- un excédent reporté de :	43 657,73
Soit un excédent de fonctionnement cumulé de :	70 487,06
- un déficit d'investissement de :	7 350,57
- un déficit des restes à réaliser de :	13 950,00
Soit un besoin de financement de :	21 300,57

DÉCIDE d'affecter le résultat d'exploitation de l'exercice 2015 comme suit :

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AU 31/12/2015 : EXCÉDENT	70 487,06
AFFECTATION COMPLÉMENTAIRE EN RÉSERVE (1068)	21 300,57
RÉSULTAT REPORTÉ EN FONCTIONNEMENT (002)	49 186,49
RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ (001) : DEFICIT	7 350,57

RESEAU COMMUNAL D'IRRIGATION : PROPOSITION AUGMENTATION DROITS DE POMPAGE

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la Commune de SOUPROSSE dispose d'une surface totale autorisée de 850 ha irriguées inscrites au registre des autorisations détenues au titre de la loi sur l'eau auprès de la DDTM des Landes pour son réseau communal d'irrigation.

Monsieur le Maire informe le conseil municipal des demandes de trois nouveaux irrigants souhaitant intégrer le réseau communal d'irrigation, à savoir : l'EARL Les Chênes, l'EARL de Cuhort et GAEC de La Prairie.

Ces irrigants indépendants proposent de s'engager à apporter au réseau communal les droits de pompage qu'ils détiennent à titre individuel :

- EARL Les Chênes : 13,12 ha
- EARL de Cuhort : 8,50 ha
- GAEC de La Prairie : 4 ha

Soit un total de 25,62 ha supplémentaires portant ainsi la surface totale autorisée pour le réseau communal à 875,62 ha.

De plus, ils sollicitent l'étalement du paiement des droits d'entrée au réseau sur 14 années, suivant la répartition ci-après :

- les 13 premières années : 50 € l'ha (soit 1 281 €/an)
- le solde la 14^{ème} année, soit 10 € l'ha = 256.20 €

Considérant la délibération du Conseil Municipal du 26 octobre 2015 portant application des droits d'entrée au réseau communal d'irrigation à hauteur de 660 € l'ha supplémentaire.

Vu l'exposé de Monsieur le Maire,

MM. Thierry DARRIEUTORT - Philippe DUPOUY – Philippe TAUZIA, membres du conseil municipal directement concernés par cette affaire ne prennent pas part au vote et quittent la salle.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal,

Par 12 VOIX POUR

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter l'intégration des nouvelles surfaces au registre des autorisations détenues auprès de la DDTM au titre de la loi sur l'eau, pour le réseau communal d'irrigation.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention avec la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG) modifiée en vue d'obtenir l'autorisation annuelle de pompage pour une surface irriguée de 875,62 ha.

PRECISE que les droits d'entrée sont calculés comme suit :

- EARL Les Chênes : 13,12 ha x 660 € = 8 659,20 €
- EARL de Cuhort : 8,5 ha x 660 € = 5 610,00€
- GAEC de La Prairie : 4 ha x 660 € = 2 640,00 €

Total **25,62 ha x 660 € = 16 909,20 €**

DECIDE de soumettre la demande d'étalement du paiement des droits d'entrée sur 14 ans à l'ordre du jour d'une prochaine réunion des délégués du service irrigation.

La décision finale sera prise lors de la réunion du Conseil municipal du 21 mars prochain.

PRECISE que ces nouveaux irrigants contribueront au paiement d'une provision sur investissement à hauteur de 44 € l'ha engagée.

LOTISSEMENT COMMUNAL LES TERRASSES DE L'ADOUR : VENTE DU LOT N°23 A MADAME CRIADO
--

VU la demande de permis d'aménager N° PA 040 309 13 C 0001 présentée le 09 Avril 2013 par la Commune de SOUPROSSE pour la réalisation d'un lotissement communal de 28 lots, sur un terrain situé avenue du 19 mars 1962, lieu-dit « Pourquoi »,

CONSIDERANT l'arrêté N° 2013-07-01 en date du 08 Juillet 2013 accordant un permis d'aménager au nom de la Commune de Souprosse pour la réalisation du lotissement communal de 28 lots « Les Terrasses de l'Adour »,

CONSIDERANT l'arrêté N° 2014-06-06 en date du 07 Juin 2014 autorisant la vente des lots n° 1 à 28, avant l'exécution des travaux de finition du lotissement « Les Terrasses de l'Adour »,

CONSIDERANT la délibération du Conseil Municipal du 18 Novembre 2013 déterminant les prix des 28 lots,

VU le plan de bornage établi le 30/11/2015 par M. Philippe LAFITTE, géomètre expert foncier à SAINT SEVER,

CONSIDERANT la convention de réservation du 22/12/2015 signée entre Madame CRIADO Sabrina, demeurant à MONT DE MARSAN (Landes), 1 Rue du Commandant Claverie, Hermitage 1, Apt 12 et la Commune représentée par son Maire, M. Christian DUCOS, par laquelle Madame CRIADO s'engage à acquérir le lot n°23, cadastré sous le n° 490pA de la

section V, d'une superficie de 544 m², pour y édifier une maison d'habitation, moyennant la somme globale de VINGT TROIS MILLE CINQ CENTS EUROS (23 500 €) TVA sur marge incluse.

Monsieur le Maire invite le Conseil municipal à prendre connaissance de ces documents et à délibérer sur l'opportunité de la vente de ce lot à Madame CRIADO Sabrina.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte de cession à intervenir en vue de la vente à Madame CRIADO du lot n° 23 du lotissement communal « Les Terrasses de l'Adour » d'une contenance de 544 m² moyennant le prix de VINGT TROIS MILLE CINQ CENTS EUROS (23 500 €) TVA sur marge incluse, que l'intéressées'engage à payer comptant à la signature de l'acte y compris les frais afférents à cette vente.

LOTISSEMENT COMMUNAL LES TERRASSES DE L'ADOUR : VENTE DU LOT N°27 A MONSIEUR DESSIS ET MADAME PADILLA
--

VU la demande de permis d'aménager N° PA 040 309 13 C 0001 présentée le 09 Avril 2013 par la Commune de SOUPROSSE pour la réalisation d'un lotissement communal de 28 lots, sur un terrain situé avenue du 19 mars 1962, lieu-dit « Pourqué »,

CONSIDERANT l'arrêté N° 2013-07-01 en date du 08 Juillet 2013 accordant un permis d'aménager au nom de la Commune de Souprosse pour la réalisation du lotissement communal de 28 lots « Les Terrasses de l'Adour »,

CONSIDERANT l'arrêté N° 2014-06-06 en date du 07 Juin 2014 autorisant la vente des lots n° 1 à 28, avant l'exécution des travaux de finition du lotissement « Les Terrasses de l'Adour »,

CONSIDERANT la délibération du Conseil Municipal du 18 Novembre 2013 déterminant les prix des 28 lots,

VU le plan de bornage établi le 30/11/2015 par M. Philippe LAFITTE, géomètre expert foncier à SAINT SEVER,

CONSIDERANT la convention de réservation du 22/01/2016 signée entre Monsieur DESSIS et Madame PADILLA, demeurant ensemble à PRECHACQ LES BAINS (Landes), 226 Rue du Treytin et la Commune représentée par son Maire, M. Christian DUCOS, par laquelle Monsieur DESSIS et Madame PADILLA s'engagent à acquérir le lot n°27, cadastré sous le n° 490pE de la section V, d'une superficie de 719 m², pour y édifier une maison d'habitation, moyennant la somme globale de TRENTE TROIS MILLE EUROS (33 000 €) TVA sur marge incluse.

Monsieur le Maire invite le Conseil municipal à prendre connaissance de ces documents et à délibérer sur l'opportunité de la vente de ce lot à Monsieur DESSIS et Madame PADILLA.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte de cession à intervenir en vue de la vente à Monsieur DESSIS et Madame PADILLA du lot n° 27 du lotissement communal « Les Terrasses de l'Adour » d'une contenance de 719 m² moyennant le prix de TRENTE TROIS

MILLE EUROS (33 000 €) TVA sur marge incluse, que les intéressés s'engagent à payer comptant à la signature de l'acte y compris les frais afférents à cette vente.

REVISION LOYER CABINET MEDICAL DOCTEUR HAUWELLE

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 28 Janvier 2013 décidant d'attribuer la location du local communal à usage de cabinet médical situé au n° 50 avenue Hagenthal le Bas -40250 SOUPROSSE- à Monsieur Marc HAUWELLE, docteur en médecine, à compter du 1^{er} mars 2013,

Conformément au contrat de bail à usage professionnel signé le 21 Février 2013, et notamment l'article 7 – REVISION DU LOYER,

Après exposé de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après délibération

DECIDE de réviser le loyer du local communal à usage de cabinet médical situé au n° 50 ave Hagenthal le Bas – rez-de-chaussée - à compter du 1^{er} mars 2016,

Montant du loyer révisé : 339,08 €

**SUBVENTION A L'ECOLE PRIMAIRE DE SOUPROSSE POUR UNE SORTIE SUR LE THEME
« DECOUVERTE DU MILIEU ET PASTORALISME »**

Monsieur le Maire expose à l'assemblée qu'il a reçu un courrier de Madame CABE, directrice de l'école primaire de Souprosse sollicitant une subvention pour une sortie scolaire de deux jours au mois de juin à Gourette sur le thème : « Découverte du milieu et pastoralisme ».

Ce projet concerne les élèves des classes CP/CE1 et CE2/CM1/CM2 pour un coût total du séjour à 5 000 € ; la coopérative scolaire et l'APE participant respectivement à hauteur de 1 500 € et 2 500 €.

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE d'accorder une aide au financement du séjour à Gourette pour l'école primaire, pour un montant de 1 000 €.

PRECISE que cette subvention sera versée sur présentation d'un état récapitulatif de présence.

FACTURATION DIVERS TRAVAUX

Monsieur le Maire informe l'assemblée que divers travaux ont été effectués par les employés communaux chez des particuliers et propose de facturer ces travaux aux propriétaires concernés,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

ACCEPTE la proposition de Monsieur le Maire,

DECIDE de facturer les divers travaux réalisés :

- **travaux chez M. CLADERES Frédéric – 204 Rte de Jeanbidaou- (fourniture tubes annelés Ø 350/300 pour création fossé dans propriété de M. CLADERES) pour un montant total de 414 € :**
fourniture tubes annelés : 30 ml x 12 €	: 360,00€
- participation transport	: 54,00 €
-

DISSOLUTION DU CENTRE COMMUNAL D’ACTION SOCIALE ET CREATION D’UN COMITE CONSULTATIF EN CHARGE DE L’ACTION SOCIALE
--

Monsieur le Maire rappelle que l’article 79 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe) a modifié l’article L.123-4 du code de l’action sociale et des familles, permettant désormais aux communes de moins de 1 500 habitants de dissoudre leur CCAS par délibération du conseil municipal.

Lorsque le CCAS a été dissous, la commune, soit exerce directement les attributions auparavant dévolues au CCAS, soit transfère tout ou partie de ces attributions au CIAS lorsque la communauté de communes est compétente en matière d’action sociale.

Vu l’article L.123-4 du code de l’action sociale et des familles,

Considérant que la plupart des compétences du CCAS ont été transférées au CIAS du Pays tarusate (aide à domicile, hébergement de personnes âgées, portage de repas, petite enfance)

Considérant que la commune compte moins de 1 500 habitants,

Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal décide à l’unanimité :

- de dissoudre le CCAS à compter du 31 décembre 2016 ; la commune exercera les compétences du CCAS qui n’ont pas été transférées au CIAS (téléalarme, colis de Noël, réception et examen des dossiers de demande d’aide sociale : APA, aide-ménagère, réception des demandes de portage de repas)
- de clôturer le budget du CCAS au 31 décembre 2016,
- d’informer par courrier les membres du CCAS nommés par le maire de cette dissolution.
- de créer un comité consultatif en charge de l’action sociale sur notre commune conformément à l’article L 2143-2 du CGCT composé d’élus du conseil municipal et de personnes extérieures :

Président : M. Christian DUCOS

Membres conseil municipal :

Mme Colette LAPEYRE – Mme Françoise CARRERE – Mme Marlène RASOAMAHARO – Mme Laurence ROQUES

Personnes extérieures :

M. Jean Guy CASTAINGS – Mme Cécile ALVES – Mme Déborah DUPRAT – M. Christian CARDONNE

AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMMEE : ADHESION A LA CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES

ACQUISITION DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES D'ELABORATION DES AGENDAS D'ACCESSIBILITE PROGRAMMEE (AD'AP) POUR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS DU DEPARTEMENT DES LANDES

Vu la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et ses textes réglementaires d'application ;

Vu la loi n°2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap ;

Vu la loi n°2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées,

Vu le décret n°2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Vu le décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Vu l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 111-7-5, L. 111-8 et L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'arrêté du 27 avril 2015 relatif aux conditions d'octroi d'une ou deux périodes supplémentaires et à la demande de prorogation des délais de dépôt et d'exécution pour les agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public ;

Vu la circulaire du 21 mai 2015 relative à la mise en œuvre de l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.

Vu le code des marchés publics ;

Considérant que la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a imposé aux exploitants publics d'établissements recevant du public (ERP) et installations ouvertes au public (IOP) de mettre en accessibilité leur patrimoine immobilier existant avant le 31 décembre 2014.

Considérant qu'en 2013 et 2014, plusieurs rapports parlementaires d'application de cette loi ont mis en avant le fait que moins de 20% du patrimoine immobilier des exploitants publics était conforme à la loi du 11 février 2005.

Considérant que face au risque de contentieux très important, une ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et ses textes d'application a modifié la loi n°2005-102 du 11 février 2005.

Considérant qu'au titre de cette législation modifiée, les personnes morales de droit public du département des Landes qui sont exploitants d'établissements recevant du public ou d'installations ouvertes au public et dont le patrimoine immobilier n'est toujours pas accessible au 31 décembre 2014, devaient déposer avant le 27 septembre 2015 un agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) sur chacun de leurs ERP – IOP non accessibles. Ce document de programmation identifie les obstacles à l'accessibilité, détermine les travaux nécessaires pour leur mise en conformité, évalue leur coût en euros, programme les travaux envisagés par l'exploitant sur une période de trois à neuf ans et leur planification précise.

Considérant qu'en parallèle, l'ordonnance du 26 septembre 2014 prévoyait, pour les exploitants qui anticipaient sur l'impossibilité de déposer les Ad'AP dans les temps impartis, l'opportunité de déposer avant le 27 juin 2015 des demandes de prorogations de délai de dépôt auprès de la préfecture du département. Ces prorogations permettaient d'octroyer des délais supplémentaires pour les dépôts des Ad'AP allant de 12 mois à 36 mois selon les motifs invoqués par l'exploitant.

Considérant que c'est dans ce contexte et en accord avec la Préfecture des Landes et ses services instructeurs en matière d'accessibilité que la présente convention constitutive d'un groupement de commandes vous est proposée à la signature. Cette convention a pour objet la passation d'un marché public pour l'acquisition de prestations intellectuelles d'élaboration des agendas d'accessibilité programmée (Ad'AP) pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics ainsi que toute personne morale de droit public du département des Landes.

Considérant que le Conseil municipal, à l'unanimité des voix de ses membres présents ou représentés décide :

- D'adhérer à la convention constitutive d'un groupement de commandes relatif à l'acquisition de prestations intellectuelles d'élaboration des agendas d'accessibilité programmée (Ad'AP) pour les collectivités territoriales et établissements publics du département des Landes ;
- Que l'association des maires des Landes, en accord avec l'ensemble des membres du groupement de commandes, tienne le rôle de coordonnateur du dit groupement de commandes ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du dit groupement de commandes ainsi que tous actes en découlant ;
- D'autoriser Monsieur le Président de l'AML à prendre toutes mesures de passation de l'appel à concurrence dont l'organisation et le suivi des éventuelles négociations et des analyses ;

- D'autoriser la commission d'appel d'offres constituée, en vertu de l'article 8 de la convention d'adhésion au groupement de commandes, par la commission Finance de l'AML à attribuer les marchés passés en vertu de l'appel à concurrence ;
- De régler les frais relevant de l'article 7 de la convention de groupement de commandes auprès du coordonnateur et dans les délais;
- D'autoriser Monsieur le Maire à exécuter le marché conformément à l'article 6 de la convention de groupement de commandes ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à régler directement auprès du titulaire du marché les sommes dues en contrepartie des prestations par lui réalisées pour ses besoins propres.

ADHESION AUX SERVICES DE LA CELLULE ACCESSIBILITE DU CDG 40 – AIDE PROCEDURE AD'AP

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant statut de la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et ses textes réglementaires d'application ;

Vu la loi n°2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap ;

Vu la loi n°2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées,

Vu le décret n°2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Vu le décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Vu l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 111-7-5, L. 111-8 et L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'arrêté du 27 avril 2015 relatif aux conditions d'octroi d'une ou deux périodes supplémentaires et à la demande de prorogation des délais de dépôt et d'exécution pour les agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public ;

Vu la circulaire du 21 mai 2015 relative à la mise en œuvre de l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.

Considérant que pour répondre à la demande des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, le conseil d'administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes a créé la Cellule accessibilité par délibération en date du 27 mai 2012. Ce service, assuré par des personnels qualifiés recrutés à cet effet par le CDG40, est mis à disposition des collectivités et établissements publics qui le demandent. Ce service facultatif a été créé dans le cadre des dispositions de l'article 25 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Considérant que c'est pour cette raison, que le CDG40 a signé avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) le 31 mai 2012 une convention cadre sur la base d'un projet global d'insertion et de maintien dans l'emploi de personnes handicapées et notamment sur la thématique de l'accessibilité des agents handicapés dans la fonction publique territoriale. Une nouvelle convention cadre va être signée au 1^{er} janvier 2016 avec le FIPHFP prévoyant entre autres d'accompagner les employeurs publics (collectivités et établissements territoriaux) dans l'élaboration de diagnostics accessibilité.

Considérant que c'est dans ce cadre juridique et en partenariat avec la Maison départementale des personnes handicapées, le Conseil départemental des Landes, l'Association des Maires des Landes, la Préfecture des Landes et ses services déconcentrés, que la Cellule accessibilité du CDG40 est chargée d'apporter son expertise juridique, technique et fonctionnelle aux collectivités territoriales et leurs établissements publics adhérents en matière de mise en accessibilité des locaux professionnels de leur patrimoine immobilier. Cette expertise correspond à une mission d'intérêt général, et répond à un but d'utilité sociale conforme à l'article 25 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Considérant que l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et ses textes d'application a modifié la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et ses textes réglementaires d'application.

Considérant qu'au titre de cette législation modifiée, les personnes morales de droit public du département des Landes qui sont exploitants d'établissements recevant du public (ERP) ou d'installations ouvertes au public (IOP) et dont le patrimoine immobilier n'est toujours pas accessible au 31 décembre 2014, devaient déposer avant le 27 septembre 2015 un agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) sur chacun de leurs ERP – IOP non accessibles. Ce document de programmation identifie les obstacles à l'accessibilité, détermine les travaux nécessaires à leur mise en conformité, évalue leur coût en euros, programme les travaux envisagés par l'exploitant sur une période de trois à neuf ans et leur planification précise

Considérant que les Ad'AP permettent de programmer l'ensemble des travaux de mise en accessibilité d'une part, sur une période courant de un à trois ans pour les personnes publiques exploitant des ERP et IOP relevant exclusivement du 2^{ème} groupe ou, d'autre part, courant sur une période de un à six ans ou de un à neuf ans pour les personnes publiques exploitant des ERP et IOP dont l'un relève du 1^{er} groupe ou dont le patrimoine est particulièrement complexe.

Considérant que c'est dans ce contexte que la présente convention est proposée à la signature des collectivités territoriales et de leurs établissements publics exploitant des ERP et IOP relevant exclusivement du 2^{ème} groupe afin de les accompagner et de les aider à la réalisation des Ad'AP. Cet accompagnement se poursuivra le temps nécessaire pour que

chaque collectivité puisse mettre en œuvre les travaux de mise en conformité indispensables au respect de la législation susvisée.

Considérant que le Conseil municipal, à l'unanimité des voix de ses membres présents ou représentés décide :

- D'adhérer à la convention d'adhésion aux services de la cellule accessibilité du Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention ;
- De régler les frais de participation financière prévus à l'article 7 de ladite convention.

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNE DE SOUPROSSE, LA COMMUNAUTE DES COMMUNES DU PAYS TARUSATE ET DES COMMUNES DU PAYS TARUSATE EN VUE DE LA PASSATION D'UN MARCHÉ DE FOURNITURES A BONS DE COMMANDE COMPORTANT UN BUDGET MINI ET MAXI SELON LA PROCEDURE ADAPTEE POUR LA FOURNITURE DE SACS POUBELLE

Monsieur le Maire expose :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-21 et L.2121-22 ;

VU le décret n° 2006.975 du 1^{er} Août 2006 portant code des marchés publics modifié et notamment ses articles 8 VII, 22-II et III ;

Considérant que les membres du groupement cités en annexe 2 de la convention doivent procéder à l'achat de sacs poubelle pour le bon fonctionnement de leurs services.

Considérant que les communes et la Communauté de communes du Pays Tarusate visées en annexe souhaitent constituer un groupement de commandes en application de l'article 8 du Code des marchés publics dans le cadre d'une mutualisation de leurs besoins leur permettant de bénéficier de propositions de prix intéressantes,

Conformément aux dispositions du code des marchés publics, il est nécessaire de passer une convention entre tous les membres précités, définissant les modalités de fonctionnement du groupement.

La convention prévoit en tant que coordonnateur du groupement, la Communauté de communes du pays tarusate qui sera chargée, notamment, de :

- rédiger les documents contractuels ;
- procéder aux formalités de publicité adéquates;
- se charger de l'organisation et du fonctionnement de la Commission d'Appel d'Offres du groupement ;
- informer le ou les titulaire (s) du marché qu'il(s) a (ont) été retenu (s);
- aviser les candidats non retenus du rejet de leurs offres ;
- rédiger le rapport de présentation du marché prévu à l'article 79 du code des marchés publics

Considérant que chaque membre du groupement demeure compétent pour :

- Déterminer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire et les communiquer au coordonnateur

- Signer et notifier, en leur nom propre, le marché susvisé, conformément à l'article 8-VII du CMP;
- Rédiger et transmettre la décision relative à ce marché au contrôle de légalité
- La phase d'exécution du marché qui la concerne

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, DECIDE :

ARTICLE 1 : D'approuver le projet de convention constitutif d'un groupement de commandes pour la fourniture de sacs poubelle entre la commune de Souprosse et les membres du groupement visés en annexe. Il s'agit d'un marché à bons de commandes

ARTICLE 2 : De charger le Maire de signer cette convention.

ARTICLE 3 : La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

ARTICLE 4 : Monsieur le Maire et la secrétaire de Mairie sont chargés chacun pour ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

INDEMNITE DE FONCTION DU MAIRE ET DES ADJOINTS

En application des dispositions des articles 3 et 18 de la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat, les maires bénéficient de façon automatique, à compter du 1^{er} janvier 2016, des indemnités de fonction visées par l'article L.2123-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Toutefois, dans les communes de plus de 1 000 habitants, sur demande du Maire, le Conseil Municipal peut décider de diminuer l'indemnité maximale fixée à l'article L.2123-24 du CGCT.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2123-20 à L 2123-24-1,

Considérant que la commune de Souprosse compte 1 100 habitants,

Considérant la demande du maire de maintenir ses indemnités à un taux minoré telles que fixées par délibération du 07 avril 2014,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide,

A compter du 1^{er} janvier 2016, le montant des indemnités de fonction du Maire et des adjoints titulaires d'une délégation est, dans la limite de l'enveloppe maximale susceptible d'être accordée en application des textes susvisés, fixé aux taux suivants :

- Maire : 35 % de l'indice brut 1015
- 1^{er} Adjoint : 15 % de l'indice brut 1015
- 2^{ème} Adjoint : 15 % de l'indice brut 1015
- 3^{ème} Adjoint : 9 % de l'indice brut 1015

Le tableau récapitulatif de l'ensemble des indemnités allouées aux membres de l'Assemblée délibérante est joint à la présente délibération.

INDEMNITES ELUS	ENVELOPPE GLOBALE AUTORISEE			MONTANTS REELS		
	Taux maximal (en % de l'indice brut 1015)	Montant annuel	Montant mensuel	Taux maximal (en % de l'indice brut 1015)	Montant annuel	Montant mensuel
MAIRE	43%	19 615,58	1 634,63	35%	15 966,17	1 330,51
1er ADJOINT	16,5%	7 526,91	627,24	15%	6 842,64	570,22
2ème ADJOINT	16,5%	7 526,91	627,24	15%	6 842,64	570,22
3ème ADJOINT	16,5%	7 526,91	627,24	9%	4 105,59	342,13
TOTAL		42 196,31			33 757,04	

La présente délibération abroge et remplace la délibération du 07 avril 2014.

Orientations budgétaires :

Le Conseil municipal a débattu sur les différents programmes à inscrire en section d'investissement sur le budget primitif 2016.

Informations diverses :

Subventions voyages scolaires :

Le Conseil Municipal attribue les subventions suivantes conformément à la délibération du 25 octobre 2010 :

- 75 € à la famille CLAVE, pour l'enfant Louna, domiciliée 1212 Chemin d'Artigues à SOUPROSSE, pour aider à financer un voyage scolaire en Italie du 03 au 09 avril 2016,
- 75 € à la famille DABADIE / DORET, pour l'enfant Hugo, domicilié 10 Chemin d'Aouyé à SOUPROSSE, pour aider à financer un voyage scolaire en Irlande du 08 au 12 mars 2016.

Site INTERNET

Béatrice DOUSSAN présente à l'assemblée la nouvelle version du site INTERNET de la Commune élaborée par Laurine SAUQUERE, chargée de communication à la CCPT : validation à l'unanimité par le Conseil municipal.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance.
Fait et délibéré les jours, mois et an que-dessus.